

PIERRE
VERMEREEN

On a cassé la République

150 ans d'histoire de la nation



PAR L'AUTEUR DE
**LA FRANCE QUI
DÉCLASSE**

Tallandier
© **ESSAIS**

On a cassé la République

Du même auteur

- Le Maroc en 100 questions*, Tallandier, 2020.
- Déni français. Notre histoire secrète des liaisons franco-arabes*, Albin Michel, 2019.
- La France qui décline*, Tallandier, 2019.
- Dissidents du Maghreb, depuis les indépendances*, en collab. avec Khadija Mohsen-Finan, Belin, 2018.
- Histoire du Moyen-Orient de l'Empire ottoman à nos jours. Au-delà de la question d'Orient*, en collab. avec Olivier Bouquet et Philippe Pétriat, Publications de la Sorbonne, 2016.
- La France en terre d'islam. Empire colonial et religions (XIX^e-XX^e siècle)*, Belin, 2016 ; « Texto », 2020.
- Le Choc des décolonisations. De la guerre d'Algérie aux printemps arabes*, Odile Jacob, 2015.
- Idées reçues sur le monde arabe* (dir.), Le Cavalier bleu, 2012.
- Misère de l'historiographie du « Maghreb » postcolonial (1962-2012)*, Publications de la Sorbonne, 2012.
- Idées reçues sur le Maghreb*, Le Cavalier bleu, 2010.
- Le Maroc de Mohammed VI. La transition inachevée*, La Découverte, 2009 ; « La Découverte Poche », 2011.
- Idées reçues sur le Maroc*, Le Cavalier bleu, 2007 (rééd. 2010).
- Maghreb. La démocratie impossible ?*, Fayard, 2004 ; « Pluriel », avec postface, *Maghreb. Les origines de la révolution démocratique*, 2011.
- Histoire du Maroc depuis l'indépendance*, La Découverte, « Repères », 2002 (rééd. 2006, 2010, 2016). Édition en arabe au Maroc.
- La Formation des élites au Maroc et en Tunisie. Des nationalistes aux islamistes (1920-2000)*, La Découverte, 2002. Édité au Maroc sous le titre *École, élite et pouvoir au Maroc et en Tunisie au XX^e siècle*, Alizés, 2002.
- Le Maroc en transition*, La Découverte, 2001 ; « La Découverte Poche », 2002. Traduit en arabe, Tarik Éditions ; et en espagnol, Almed.

Pierre Vermeren

On a cassé la République

150 ans d'histoire de la nation

Tallandier
ESSAIS

© Éditions Tallandier, 2020
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com

ISBN : 979-10-210-4577-4

Aux héros anonymes de la République

À mon grand-oncle, tué à l'ennemi à 20 ans le 9 mars 1915

À mon grand-père, lieutenant au 367^e RI (1914-1919)

À mon grand-père, maréchal des logis au 42^e RA (1915-1919)

À mon père, FFI au maquis Indre-Est et sergent-chef à la IV^e DMM
(1944-1945)

À mon beau-père, lieutenant de vaisseau en Indochine et en Algérie
(1950-1962)

Préambule

« Dans l'histoire de France, il y a eu
des temps bâtisseurs (XII^e siècle),
conquérants (Premier Empire), artistiques (Belle Époque).
À présent, nous sommes doués pour éteindre les brasiers.
La dégradation de l'ordre ancien s'accompagne
de l'augmentation des moyens d'urgence.
Reconnaissons cela à la modernité :
nous savons nous activer sur les décombres.
Définition du progrès : amélioration des services
de réparation du désastre. »

Sylvain Tesson, *Le Figaro*, 19 mars 2020

La République française fête ses cent cinquante ans d'existence le 4 septembre 2020. Seule la parenthèse de Vichy (1940-1944), que de Gaulle a voulu sortir de notre histoire, a brièvement rompu ce continuum républicain. En ce début de XXI^e siècle, le vocabulaire républicain sature l'espace public : République, État de droit, citoyenneté, intérêt général, école, fraternité, valeurs citoyennes, services publics, service civil, sens de l'État, élus, présidence de la République... La République, déclinaison française de la démocratie, est-elle l'horizon indépassable du peuple français ?

En octobre 2018, un sondage de l'Institut français d'opinion publique (Ifop) a fait du bruit¹ : 41 % des Français seraient favorables à un « régime politique autoritaire » pour « réformer en profondeur » leur pays afin d'« éviter le déclin », et 59 %, à le confier à des « experts non élus ». 54 % sont en effet persuadés que le « vrai pouvoir » appartient aujourd'hui aux marchés financiers. Des études menées auprès de nos jeunes compatriotes soulignent l'ampleur de notre crise institutionnelle, ainsi que les failles de la représentativité politique nationale : en 2017, moins de 18 % des citoyens de dix-huit à vingt-neuf ans inscrits sur les listes électorales ont participé aux quatre tours des présidentielles et des législatives. Au rythme des présidences et d'une actualité survoltée – plus sûrement hystérisée –, aggravée par la crise du Covid-19 qui se paye d'une véritable détresse économique, ce nouveau siècle semble conduire les Français vers un horizon assombri, faute de sens et de lisibilité de l'action publique, par défaut de parole politique ferme et d'espérance collective, une fois retombés les espoirs suscités par chaque présidentielle. La mobilité et la marche semblent tenir lieu d'unique programme politique : mais vers où et vers quoi ?

LA RÉPUBLIQUE « PAR LE PEUPLE ET POUR LE PEUPLE »

La République française se présente comme l'émanation du peuple français. Mais le peuple français n'a pas choisi la République : ce sont les républicains qui, depuis 1792, la lui

1. Ifop pour *Ouest-France*, « Les Français et le pouvoir ».

ont destinée. Les élites républicaines forgées par l'histoire révolutionnaire ont rudoyé et éduqué ce peuple pour édifier et fortifier son républicanisme. Monarchistes de cœur (ou d'habitude) au XIX^e siècle, les Français sont devenus des républicains d'adoption et de raison, après que des intellectuels, des idéologues et des hommes d'État ont travaillé à les rendre tels. Le travail fut lent, difficile et longtemps incertain, à tel point que les chefs républicains ont maintenu pendant trois quarts de siècle les femmes en dehors d'une République qu'ils pensaient menacée (1870-1945). Les trois guerres contre l'Allemagne ont servi de manière inattendue la République et la cause républicaine, car un nationalisme français unitaire était nécessaire pour combattre l'ennemi.

Mais si la République s'est imposée à la France et aux Français, c'est aussi qu'elle a contribué à leur bien-être et à leur enrichissement.

Les assemblées révolutionnaires ont vendu la terre et les biens nationaux à la bourgeoisie et à la paysannerie (1790-1795). Jusqu'au milieu du XX^e, des générations de Français ont joui de ce capital espéré pendant des siècles, se le transmettant de père en fils avec une extrême précaution. La terre, la ferme familiale et le foyer villageois ont été le cadre de vie de plus de la moitié d'entre eux jusqu'aux années 1950. Dans ce conservatoire rural, une certaine France d'Ancien Régime a survécu dans son mode de vie et ses métiers, sa société hiérarchisée sous la houlette des notables, et son déroulé rythmé par le catholicisme, qu'il soit de conformisme ou de piété. Cette France de l'Angé-lus a, durant des générations, cohabité avec les institutions républicaines : l'instituteur, le maire et les agents d'autorité (gendarme, juge de paix, garde champêtre, et leur chef, le

préfet départemental). L'école de la République peine à rassembler la moitié des Français jusqu'en 1905 – date à laquelle l'État se sépare de l'Église – tant la concurrence catholique est vive. L'école devient alors l'outil de conquête politique et idéologique du peuple. Pendant ces décennies cruciales de l'enracinement républicain, elle sélectionne au compte-gouttes les élèves les plus brillants de tout le pays pour forger de nouvelles « capacités » appelées de ses vœux par Léon Gambetta. L'ascension sociale par le mérite pour les meilleurs est le cœur du projet républicain, et le grand acquis de la Révolution. Nous sommes alors très loin du baccalauréat pour tous tel qu'il est existé de nos jours.

La République a permis à une deuxième France de s'épanouir. Née sous la Restauration, bourgeoise, urbaine, libérale et industrielle, une nouvelle nation tournée vers le progrès au rythme du capitalisme atteint plusieurs apogées : le Second Empire, la Belle Époque et les années 1920 sous la III^e République, puis les Trente Glorieuses sous les IV^e et V^e Républiques. La fortune française s'est considérablement accrue sur fond d'embellissement des villes, de construction d'une unité nationale et territoriale matérialisée par le chemin de fer, puis par les autoroutes en fin de période. Une contre-société ouvrière et socialiste héritière de la Révolution s'épanouit et se construit aussi dans les faubourgs et les quartiers populaires urbains. La droite libérale, les radicaux et la gauche socialiste forgent la nouvelle société politique de la République. Sous ce régime, la bourgeoisie parisienne régénère la vie intellectuelle et artistique nationale – au prix d'une quasi-éradication des cultures populaires françaises –, perpétuant les traditions de la société de cour, mais faisant mondialement rayonner la pensée et l'art français jusqu'aux années 1960.

En outre, l'histoire militaire et l'aventure coloniale ont peut-être été les principaux outils par lesquels des générations d'hommes, d'ouvriers, de paysans et de bourgeois, se sont reconnues dans le nouveau régime. La III^e République a lavé par deux fois l'humiliation de Sedan en 1870 : d'abord en se dotant du deuxième empire colonial du monde, poursuivant ainsi le chantier révolutionnaire d'expansion des idéaux des Lumières – c'est du moins comme cela que les Français de ce temps se représentaient les choses –, et ensuite, quitte à manquer d'en mourir, en contenant le militarisme allemand à Verdun et sur le front du Nord et de l'Est.

La Grande Guerre a réalisé la fusion qui a permis aux trois France, la rurale-catholique, l'industrielle-urbaine et la militaire-impériale, de fusionner dans la synthèse républicaine. Pourtant, les failles qui devaient affaiblir ce compromis historique sont nées des mêmes circonstances qui l'ont rendu possible ; le pays, « saigné à blanc » par l'armée allemande – selon les vœux du *Kaiser* Guillaume –, a précipité sa chute par trois actes : une spirale malthusienne – le pays vieillit sans croissance démographique de 1870 à 1945 –, le repli économique et impérial jusqu'à la crispation, et l'effondrement de mai-juin 1940. Vichy est le terme de cet effondrement.

DE LA GESTE GAULLIENNE À LA HONTE DE SOI

D'une manière aussi improbable que glorieuse – le terme était alors entendu à son exacte valeur –, le verbe et la geste gaulliens ont sauvé la mise européenne et mondiale

du « cher et vieux pays », selon l'expression du Général. Au regard des faits, il était plus qu'improbable que la France fasse partie, en 1945, des cinq grands pour régler les affaires du monde. Pourtant, dans son for intérieur, le pays commence à être travaillé par la haine recuite des « années noires », la dernière séquence de sa longue appétence à la guerre civile. La génération des *baby-boomers* qui naît dans les années 1940 et 1950, que tous présentent comme celle du renouveau, de l'espérance et de la liberté, fourbit ses armes contre la « France de papa » qu'elle voue à la destruction en 1968. « Cours, camarade, le vieux monde est derrière toi ! », dit le slogan des soixante-huitards, avant-garde estudiantine et bourgeoise des *baby-boomers*.

En attendant, la France de la Libération s'est lancée dans trois opérations qui engagent son avenir : une reconstruction innovante sous la conduite dirigiste de l'État, une modernisation capitaliste à l'américaine, et un entêtement impérial qui se paye de dix-sept ans de guerres coloniales. Les péripéties de la vie politique comptent moins que les transformations de fond d'une société qui, en trois décennies, enterre une fois pour toutes la vieille France qui avait, bon an mal an, survécu au XIX^e siècle. L'heure est au modernisme, à l'innovation, et l'ensemble des activités humaines est littéralement chamboulé. La génération du *baby-boom*, telle un mascaret girondin, renverse tout sur son passage, et lorsque, dans les années 1980, au terme d'une folle jeunesse, elle parvient au pouvoir sous les auspices de François Mitterrand – homme d'un autre temps qui fut un responsable dès la Seconde Guerre mondiale, sous la IV^e République et pendant la guerre d'Algérie –, la République est reconfigurée dans son ensemble.

Tout ce qui avait fait entrer et adhérer les Français à la République est révisé, dévalué, souvent rejeté, voire honni : le roman national, l'assimilation à la française, l'école des hussards noirs (jugée autoritaire et nationaliste), l'ascension au mérite, la morale républicaine et le Code civil, le sabre et le goupillon (l'alliance de l'armée et de l'Église), le capitalisme familial, l'agriculture paysanne, l'épargne et les valeurs de la bourgeoisie de province, le respect des institutions et des corps constitués, la classe ouvrière et le PCF, la famille et l'autorité du père de famille, l'équilibre budgétaire, un nationalisme cocardier, la fierté française, le sens du sacrifice pour la collectivité, le prestige intellectuel, le travail bien fait, l'urbanité et la politesse, mais aussi la joie de vivre qui nous sidère si nous regardons aujourd'hui les films des années 1970 (songeons à *Nous irons tous au paradis* !, comédie d'Yves Robert de 1977, joyeuse et cynique, macho et rigolarde, qui subirait aujourd'hui les foudres de multiples censeurs). Il serait long, cet inventaire à la Prévert des valeurs et des comportements que la dernière modernité française a bannis. Les valeurs et les outils forgés par cinq régimes républicains se sont retirés comme une mer de grande marée. Ne subsiste qu'une plage à nu dont émergent des rochers dans la brume du lointain. Comment cela est-il advenu ? Telle est l'une des questions centrales de ce livre. Cela suppose au préalable de considérer et de regarder ce que furent au fond nos III^e et IV^e Républiques.

De la République demeurent l'histoire et les institutions forgées par Michel Debré et Charles de Gaulle en 1958, mais dont tout le monde a perçu la lente dénaturation. Persistent aussi des discours, des mots et des incantations déjà évoqués. Mais tout s'est transformé de l'intérieur. Jusqu'à la présidence de François Mitterrand, voire jusqu'au premier

mandat de Jacques Chirac (1995-2002), la République et les traditions de la France d'avant faisaient illusion. Tant que les générations de la Seconde Guerre mondiale, de la reconstruction et de la guerre d'Algérie faisaient partie du corps social, un contrepoids s'offrait au néo-modernisme. Mais depuis que ces témoins de la France d'avant (comme les géographes parlent des buttes témoins, restes de plateaux engloutis) ont disparu de la scène publique et privée, la société est comme en apesanteur.

L'anomie de la société de jouissance et de consommation a liquéfié nos héritages. L'abolition des catégories et des valeurs morales qui ont porté la République, puisées à foison dans le catholicisme, qu'il s'agisse du bon, du beau, du nécessaire ou du bien, mais aussi du mal, a, par étapes, déstabilisé les piliers les plus solides de notre édifice institutionnel. Les multiples affaires médiatiques ou judiciaires qui se succèdent en matière d'accaparement, de mœurs ou de consommation disent l'effacement des capacités de discernement de nos élites modernes, qui n'en sont pas moins en charge de notre République. Blessant les catégories les plus modestes et heurtant la décence commune, le traitement relativement désinvolte qui leur est réservé fragilise considérablement les possibilités d'intégration à notre société attendues des millions d'immigrés et de leurs descendants, et ouvre un véritable appel d'air aux entrepreneurs politiques et religieux les plus antirépublicains.

En dehors de quelques archipels sociaux, qu'ils soient intellectuels ou religieux, la mer s'est retirée. Ce n'est pas le roi qui est nu, mais le peuple – l'ensemble de ceux qui sont dirigés, selon l'expression de Michel Onfray. Ce peuple avait lentement été gagné au républicanisme, car il jouissait de bénéfices matériels et moraux offerts par la République.

Or, non seulement ces bénéfiques sont aujourd'hui confisqués par certains – ainsi que le révèlent les expressions « école et médecine à deux vitesses », « blocage de l'ascenseur social », « métropolisation » *vs* « France périphérique », « assignation à résidence », « partage inégal de la valeur ajoutée », « France d'en haut », etc. –, mais le peuple vit en situation d'insécurité. Celle-ci est à la fois morale, culturelle, matérielle, physique et politique. Il craint tour à tour pour son mode de vie, pour ses revenus, sa sécurité physique et son avenir politique. Certes, des millions de citoyens s'enflamment pour le candidat porté sur le pavois élyséen. Mais combien ne votent plus, ne participent plus au débat, quand la moitié des votants opte pour des candidats antisystème ? L'élection passée, les cotes de popularité s'effondrent, tandis que des crises sociales d'ampleur croissante enflamment le pays à intervalles resserrés. Que s'est-il passé en l'espace d'une génération ?

UNE FAMILLE DANS LA RÉPUBLIQUE

Je suis né à Verdun en 1966, et j'ai grandi au 55, place de la République, dans une petite commune de la Meuse. Pour l'enfant que j'étais dans les années 1970, vus de ma fenêtre, la commémoration des deux guerres mondiales et le patriotisme tricolore du 14 juillet étaient des événements majeurs. La Lyre stenaïenne (la fanfare locale) jouait au rythme cadencé des tambours, sur fond de *Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine*, de *Auprès de ma blonde* et de *La Marseillaise*, au son de la grosse caisse et des trompettes, tandis que défilaient les anciens combattants, leurs drapeaux

et leurs fanions, les pompiers, les galonnés, avant que monte la sonnerie aux morts, que monsieur le maire et les autorités remettent des médailles, et qu'éclatent les feux d'artifice. Tout cela avait fière allure. De bon matin dans les rues, quelques centaines d'enfants suivaient le cortège des anciens combattants des deux guerres, et tout se terminait, après une messe en grande pompe, à la mairie ou au monument aux morts, par un vin d'honneur, de grasses brioches ou autres réjouissances. Pour moi, c'était cela, la République. On n'avait pas besoin d'y croire, on la vivait.

Au pays des frontières de l'Est, jamais loin d'un vieux bunker ou d'une stèle commémorative, ce patriotisme populaire à flonflons ne semblait jamais devoir s'arrêter. La France rurale, patriote, ouvrière et encore catholique allait disparaître, mais elle ne le savait pas. Elle était à l'acmé de sa réussite, déjà riche des opportunités de la nouvelle société de consommation, mais encore pleine des valeurs et des solidarités de l'ancien monde.

Au moment où les survivants du XIX^e siècle et de la Grande Guerre – mes grands-parents – ont disparu, entre 1975 et 1985, la crise économique et sociale s'est brutalement abattue sur ces campagnes à moitié industrielles des vallées de la Meuse, de la Moselle, de la Fensch ou de la Chiers. De « petite patrie » dynamique et diversifiée, auto-suffisante et attractive, ce pays lorrain proche des Ardennes a sombré dans la dépression. En quelques années, la grande distribution a remplacé l' ancestrale boutique, et les salariés au Smic ont bouleversé le monde des indépendants. Fermes et villages se sont dépeuplés de leurs jeunes, en même temps que mouraient les vieux prêtres sans successeur. Puis les usines ont licencié avant de fermer. Personne ne comprenait ce qui advenait : la rage des ouvriers et des employés

s'abattait sur la droite de Giscard et les patrons locaux ; et par nécessité, les bacheliers et les derniers immigrés arrivés ont quitté le territoire (les Italiens vers leur pays, avant les Algériens vers les grandes villes). L'État social, dispensateur d'aides pour tous, a pris les commandes, servi par une armée de travailleuses sociales. La maison de retraite a succédé à l'hospice des dernières bonnes sœurs. Puis les services publics non sociaux ont amorcé leur retrait.

Ainsi se mourait ce petit monde provincial des campagnes industrialisées, tranquille et somme toute heureux, qui prospérait bon gré mal gré depuis un siècle sous la protection de la République. Celle-ci avait été proclamée le 4 septembre 1870 à Paris, après la nouvelle du désastre de Sedan et de la capture de l'empereur. Chez moi, personne ne connaissait cette date, mais la République était si enracinée et si présente que personne n'imaginait un autre régime. Ma grand-mère, née à Vaujours en Seine-et-Oise en 1890 – la même année que de Gaulle –, avait vécu les deux guerres mondiales à Vaujours et à Montpellier, avant d'obtenir le droit de vote à cinquante-six ans. Sa mère, Marie Thimel, mon arrière-grand-mère – qui ne put jamais voter –, était venue de son village bourguignon s'installer avec ses parents à Vaujours, vingt et un kilomètres à l'est de la capitale. Son père y devint boulanger sous le Second Empire.

Quand l'offensive prussienne de 1870 approcha à la mi-septembre, les 1 600 habitants de la commune se réfugièrent dans Paris fortifiée. Coincée dans la ville encerclée par les Prussiens quatre mois durant, ma grand-mère me racontait comment sa mère et ses propres parents avaient dû y manger des rats, faute de ravitaillement, ce qui les fit rire après coup. Ainsi commença pour cette branche de ma famille l'histoire de la République. Marie Thimel

épousa un vigneron d'Ardèche devenu négociant en vins et limonades à Vaujours, et sa fille, un instituteur directeur d'école privée venu du plateau de Haute-Loire dans cette même commune. Il serait promu lieutenant d'infanterie à la fin de la Grande Guerre. Pour ces fervents catholiques, le brassage parisien, l'ascension sociale et la lutte contre l'Allemagne avaient définitivement validé la République.

En septembre 2020, cent cinquante ans plus tard, presque jour pour jour après la chute de Sedan, ma fille s'installe à Paris afin de poursuivre ses études littéraires après sa licence à Bordeaux. Dans l'histoire de ma famille, ces deux installations dans la capitale, celle de mon arrière-grand-mère, en catastrophe, et celle de ma fille, planifiée, sont espacées de cinq générations. Dans notre vie de Français, et pour cette branche des miens, la République est jeune. À l'échelle d'une existence humaine, sauf mort prématurée, nous sommes tous amenés à connaître cinq générations : deux avant nous, la nôtre, puis deux autres après, de nos grands-parents à nos petits-enfants. Ce bref espace-temps couvre, dans l'histoire de notre pays, la période de la République française enracinée. Il y eut certes les précédents, en 1792 et 1848, mais ils furent brefs, cédant la place au Premier et au Second Empires. Du côté de ma famille flamande, installée dans les Ardennes françaises sous le Second Empire, mon père, né en 1923, gardait la mémoire de son grand-père bonapartiste. Notre histoire se mesure en quelques vies d'homme.

Notre jeune siècle a perdu la claire conscience de son histoire. Après celui de l'histoire et des historiens – des années 1870 aux années 1970 –, consubstantiel de la construction de la République française, cette discipline vacille face à la mondialisation. Pourtant, à la suite du

tremblement de terre des révolutions (1789, 1830, 1848, 1871), il fallut rebâtir le récit national français, celui de la « grande patrie » (que le philosophe et historien Ernest Renan oppose à la « petite patrie »). Il devait désormais englober et excéder l'histoire plus que millénaire de la monarchie française. Ainsi en appela-t-on aux mannes de Vercingétorix. Pour les fondateurs de la République, ce chef gaulois enracinait le pays dans un très long passé, à la fois pré-monarchique, pré-chrétien et pré-romain. Il permettait aussi de bâtir l'épopée qui devait transcender la vieille Gaule et la République contre l'ennemi allemand : ce nouveau « serment des Horaces » visait la reprise inconditionnelle de l'Alsace-Lorraine à l'ennemi, dût-on, comme dans Tite-Live, vaincre et périr tout à la fois.

Tel fut le premier et le plus grave défi du régime républicain : laver le déshonneur de Sedan et hisser les couleurs d'une République triomphante et fédératrice. À cela, des générations d'hommes de ma famille, à l'instar de la majorité des Français, adhérèrent totalement. La fusion républicaine s'opéra dans les tranchées de Verdun. C'est cela que l'on fêtait encore joyeusement dans ma petite ville lorraine des années 1970.

L'objet de ce livre n'est ni de souffler sur les braises médiatiques, ni de décrire une marche à l'abîme. Il s'agit de revenir, en longue durée, sur les fondements du républicanisme à la française, appréhendé de manière concrète, non seulement institutionnelle, mais surtout humaine et générationnelle, là où se cachent les véritables évolutions. Puis d'interroger les phénomènes historiques et les mécanismes sociaux qui ont conduit à la relative disgrâce tardive d'un système politique qui était respecté par (presque) tous. Car

si l'on ne vibrait pas pour la République en tant qu'abstraction, on convenait de sa pertinence et de son efficacité, et on estimait les hommes et les femmes de conviction qui la servaient et la dirigeaient. Or, les Français de ce temps sont amers, déçus et soupçonneux envers leurs élites.

Cent cinquante ans après la proclamation de notre République, un retour sur son histoire récente et ses ruptures est nécessaire. La première partie reviendra sur le temps des fondations, de 1870 à 1919. De la chute de Sedan, en 1870, au défilé de la victoire sur les Champs-Élysées, le 14 juillet 1919, apothéose de la III^e République, ce régime a accompli son difficile programme : conquérir les âmes des citoyens en lavant l'humiliation de la défaite de 1870, qui passait par la revanche contre l'ennemi allemand.

Cette étape majeure accomplie, les républicains ont les mains libres pour recomposer à leur guise la nation. Ils n'attendent pas 1919 pour engager les grandes réformes de société qu'ils désirent, entre promotion de l'école républicaine et lutte contre le cléricalisme. Mais sous le coup des deux guerres mondiales – la seconde mettant fin à la III^e République qui renaît sous les traits de la IV^e en 1946 –, la société évolue rapidement ; le peuple français entame une grande mutation face à la régression de sa population d'origine, tandis que ses élites et son économie se recomposent autour du centre parisien. Le retour de De Gaulle aux affaires en 1958 et la nouvelle République qu'il dessine prennent acte de ces évolutions rapides, installant un régime exigeant, modernisateur et démocratique qui amplifie les réponses aux promesses de 1870, sous la houlette du monarque républicain, un président qui n'avait jamais eu autant de pouvoir.

PRÉAMBULE

Mais si la geste gaullienne ponctue brillamment un siècle de républicanisme à la française, sa V^e République ne peut durablement endiguer les profondes transformations à l'œuvre au sein de la société : minée par la brutalité et les dérives des deux guerres mondiales, puis par l'inutile et tragique séquence des deux guerres coloniales, la nouvelle génération – la plus nombreuse de l'histoire – décide de déconstruire ce qui était tenu pour acquis, voire sacré. La République, ce régime hiérarchique, autoritaire et élitiste, qui fut aussi colonialiste, militariste et patriotique, est attaquée dans ses fondements. Par étapes successives à partir des années 1970, puis en s'accélégrant au tournant du siècle, la déconstruction de ses formes et de ses acquis transforme radicalement sa nature et ses modes d'action. La grande nation est devenue une petite province de l'empire mondialisé, et l'austère République a donné naissance à l'État social le plus généreux et le plus imposé du monde. Pourtant, une partie croissante des Français de notre siècle n'y trouve pas son compte.

Si aucune restauration n'est envisageable – elles ne sont qu'illusions en histoire –, comment tracer en historien la possibilité d'un chemin pour échapper aux orages qui menacent ? Toute histoire est interprétation. Mais il nous faut explorer les voies d'une réinvention nécessaire pour conjurer les trois catastrophes offertes à tout régime et à tout pays en crise : un pouvoir autoritaire négateur de nos libertés ; la soumission née de notre affaïssement et destructrice de notre âme ; ou la guerre civile, mère de toutes les horreurs.

FONDATIIONS

Un demi-siècle pour installer la III^e République

« Tout commence en mystique et finit en politique. »

Charles Péguy, *Notre jeunesse*, 1910

Pourquoi le 4 septembre 1870 est-il peu célébré, alors qu'il constitue une rupture irrémédiable dans l'histoire de la France ? Cet événement est certes très parisien, centre parisien même, puisqu'il se déroule sur l'ancienne place de Grève, lieu de la centralité nationale depuis la Révolution ; mais seule sa portée historique en fait une journée considérable. Car si proclamation républicaine il y a, celle-ci est hautement incantatoire et fragile. Certes, Léon Gambetta et les chefs républicains sont déterminés, et pensent leur heure venue. Depuis des décennies, le « parti » républicain se renforce en France, mais de manière souterraine, minoritaire et militante, intellectuelle et urbaine. Il subit désormais la concurrence croissante du socialisme voire de l'ouvriérisme qui ne sont pas en accord avec le républicanisme porté par les élites bourgeoises libérales. Et les expériences du passé incitent à la modestie : des coups d'État ont mis fin rapidement aux deux premières Républiques.

La victoire politique inattendue du 4 septembre a été rendue possible par la défaite et l'improbable capture de l'empereur,

toujours apprécié après dix-huit ans de règne, soutenu notamment par les classes populaires rurales ou urbaines. Certes, le traité de libre-échange avec l'Angleterre commence à peser négativement sur la paysannerie, mais Napoléon III n'est pas resté inerte : il s'est fait aimer par l'armée à l'aide de ses expéditions et de l'Algérie, par les catholiques grâce à son soutien au pape, mais aussi dans les milieux ouvriers par sa reconnaissance du droit de grève ou des associations de type syndical. Il s'est également rapproché des libéraux tel Émile Ollivier, de sorte que les républicains purs et durs, ses adversaires les plus déterminés comme Victor Hugo, n'ont pas réussi à construire un front uni contre son gouvernement. L'autre point de fragilité, menaçant pour le nouveau régime, c'est la permanence du royalisme, vers lequel se tourne un temps la majorité du peuple, notamment celui des campagnes, une fois attesté l'effondrement impérial.

La République qui s'installe en 1870 a tout à prouver pour convaincre ses futurs électeurs : elle est provisoire jusqu'en 1875, menacée par la submersion des votes royalistes pour la Chambre en février 1871 – un scrutin au suffrage universel masculin –, et combattue, les armes à la main, par la gauche communarde en avril 1871. Elle demeure de ce fait incertaine – ce qui explique la fougue avec laquelle elle attaque ses ennemis. Malgré la victoire électorale des républicains en 1873, la perspective d'une restauration de la monarchie reste une hypothèse sérieuse jusqu'à la démission, en 1879, du deuxième président de la III^e République, Patrice de Mac Mahon. Regardons au préalable un aspect occulté mais essentiel dans le processus d'installation de la République en France : la violence qui préside à la mise en place des régimes républicains. Ce sera l'occasion d'un balayage d'ensemble de notre complexe histoire depuis 1792.

La violence fondatrice des cinq Républiques

LA TERREUR EN HÉRITAGE

« Ceux qui font des révolutions à moitié n'ont fait que se creuser un tombeau. Ce qui constitue une République, c'est la destruction de tout ce qui s'oppose à elle », déclare Saint-Just à la Convention nationale le 26 février 1794, en songeant peut-être à Cromwell. Il fut guillotiné cinq mois plus tard.

La Terreur est enchâssée dans la Grande Révolution et dans notre histoire révolutionnaire. Elle hante notre mémoire nationale – tout au long du XIX^e siècle notamment –, car elle est le reniement des principes de liberté proclamés en 1789, et la face cruelle et arbitraire de la Révolution qui a dévoré ses propres enfants après avoir détruit une partie de ses adversaires. Violence, guerre, terreur, guillotine, terrorisme, génocide, ces tristes réalités ont forgé un agrégat associé à la fondation de la I^{re} République : dans notre histoire et dans notre inconscient collectif, la violence meurtrière devient consubstantielle de la naissance d'un tel régime. La brutalité fondatrice se fait mimétique.

À quelques semaines de la proclamation de la I^{re} République, le 21 septembre 1792, une folie sanglante

s'est emparée de groupes révolutionnaires. Les massacres de septembre, commencés le 2 du mois, visent à éliminer l'ennemi intérieur susceptible d'épauler les menaces étrangères et contre-révolutionnaires. En quelques jours, ils entraînent la mort de 1 300 personnes à Paris (dont une moitié de prisonniers, souvent de droit commun) et de 150 autres dans quelques villes de province. « Le sang, même celui des coupables, versé avec cruauté et profusion, souille éternellement les révolutions », commente, lucide, Olympe de Gouges, exécutée enceinte le 3 novembre 1793.

Car l'épisode de septembre a servi à la fois de prélude à la Terreur, à la guerre totale contre l'ennemi étranger, et à la destruction de la Vendée. Le général Louis-Marie Turreau, auditionné pour présenter son projet répressif au Comité de salut public, déclare : « Si mes intentions sont bien secondées, il n'existera plus dans la Vendée sous quinze jours ni maisons, ni subsistance, ni armes, ni habitants que ceux qui auront échappé aux plus scrupuleuses perquisitions. » Point n'est besoin dès lors de dissenter pour comprendre l'ampleur des drames de l'Année terrible. Après deux siècles de controverses historiques et politiques acharnées, il importe de comprendre que la République est née de la guerre – elle fut déclarée par l'Assemblée au Saint-Empire romain germanique le 20 avril 1792 –, dans la guerre, et pour faire la guerre. La violence révolutionnaire nourrit le projet politique et installe à long terme une pratique impitoyable qui devait se répéter d'une manière ou d'une autre lors de la mise en place des cinq régimes républicains.

Une mécanique de la confrontation politique sanglante et l'imposition par la force du régime naissant trouvent leur légitimité dans l'épisode fondateur de 1792, qui se joue et se rejoue au cours des deux siècles suivants. En 1792-1794, les